



MEXIQUE



D 2229 • Mx25
16-30 juin 1998

MOTS-CLEFS

Église-État
Guérilla
Médiation
Paix

Persécution religieuse

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

LA DÉMISSION DE MGR SAMUEL RUIZ COMME MÉDIATEUR POUR LA PAIX AU CHIAPAS

Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas, a donné le dimanche 7 juin 1998 sa démission de la présidence de la Commission nationale d'intermédiation (CONAI), fonction qui lui conférait depuis le début des hostilités le rôle de médiateur entre la rébellion zapatiste et le gouvernement mexicain. Nous publions ci-dessous le texte intégral de l'homélie au cours de laquelle Mgr Samuel Ruiz a annoncé et justifié sa décision, le communi-

qué rendu public le même jour par la CONAI, ainsi que la réaction officielle du gouvernement mexicain. Un des points auxquels il est fait allusion dans l'homélie de Samuel Ruiz est l'accusation faite à son encontre par le président Zedillo de promouvoir et justifier la violence. Aussi publions-nous, pour clore ce dossier, deux textes donnant le point de vue d'autres personnes, dont plusieurs évêques, sur cette accusation¹.

L'homélie de Mgr Samuel Ruiz VERS UNE NOUVELLE ÉTAPE DU PROCESSUS DE PAIX

San Cristóbal de Las Casas, du nom même de son siège.

La tâche spécifique d'une action évangélicatrice orientée vers tous et tout spécialement vers les plus pauvres, dans notre cas vers les indigènes, nous la comprenons et nous la vivons tou-

jours comme prédication de l'Évangile du Christ, c'est-à-dire comme l'annonce et la construction du Royaume de Dieu dans la justice, la vérité, l'amour et la paix. Il est certain que le Concile oecuménique Vatican II, aux sessions duquel j'ai pu participer par

La volonté de Dieu s'est manifestée à travers Sa Sainteté le pape Jean XXIII qui m'a demandé il y a plus de 38 ans de servir comme évêque du diocèse que l'on appelait alors du Chiapas et qui, après l'érection de celui de Tuxtla Gutiérrez, a été connu sous le nom de

1. Trois jours après la démission du président de la CONAI, le gouvernement lançait le 10 juin une attaque militaire d'une ampleur exceptionnelle contre la municipalité autonome de San Juan de la Libertad (près d'El Bosque) faisant plusieurs morts et des nombreux blessés. Le président Zedillo a demandé à la Commission pour la concorde et la paix (COCOPA), composée de parlementaires, de contacter les dirigeants de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) pour l'établissement d'un dialogue direct (donc désormais sans intermédiaire) entre lui-même et l'EZLN. Tout en acceptant de répondre à cette demande, la COCOPA a fait savoir par la voix du sénateur Carlos Payán Vélver, du Parti de la révolution démocratique (PRD), qu'elle renoncerait à cette tâche si de telles agressions se renouvelaient. D'autres municipalités autonomes - on en dénombre actuellement plus d'une trentaine - craignent d'être attaquées par l'armée fédérale (Note DIAL).

SOMMAIRE

> MEXIQUE : La démission de Mgr Samuel Ruiz comme médiateur pour la paix au Chiapas (1-5)

> PÉROU : Les Ashaninka, peuple de la forêt péruvienne, sont dépouillés de leurs terres (7-8)

> PÉROU : Des mouvements de femmes interviennent dans le débat suscité par la pratique des stérilisations forcées (9-11)

la grâce de Dieu, a apporté un éclairage particulier qui m'a aidé à mieux comprendre les conséquences historiques de l'action pastorale.



Samuel Ruiz, au Chiapas

Lorsqu'un conflit armé est né en janvier 1994, nous évêques du Chiapas n'avons pas hésité à condamner la violence, en même temps que nous reconnaissons la légitimité des causes justes qui étaient mises en avant et nous avons offert nos bons offices pour la recherche d'une issue pacifique. Nous considérons cela comme l'un des aspects de notre action pastorale.

Aussi n'ai-je pas jugé étrangère à la mission épiscopale la proposition de participer à la Commission nationale d'intermédiation (CONAI) et de servir comme médiateur pour un processus de dialogue en vue de la recherche d'une solution pacifique pour le Chiapas et pour tout le pays. Bien plus, nous avons accepté dans le diocèse que la première étape du dialogue, qui exigeait une sécurité particulière en raison des circonstances, soit menée dans la cathédrale elle-même, qui est ainsi devenue un symbole de notre préoccupation en faveur de la paix.

Lorsque nous avons accepté la médiation, nous n'ignorions pas que le processus de paix avait une dimension nationale et internationale, qu'il suscitait des espoirs forts et légitimes, qu'il drainait avec lui l'incompréhension, la souffrance et des pressions de différente nature. Nous n'ignorions pas que la CONAI devait passer par différentes étapes et adaptations pour garantir, face aux parties, à la société mexicaine et à la société internationale qui ont observé ce processus, la crédibilité des affirmations et des actions

effectuées, que la médiation était au service des parties, à savoir le gouvernement et l'EZLN, sans représenter une partie face à l'autre ou face à la société, et en restant toujours située à l'intérieur du processus de paix.

Par ailleurs, divers éléments qui affectaient la continuation du dialogue, mentionnés par l'EZLN et pris en compte par le gouvernement, ont été reconnus mais ensuite jugés inacceptables. La mise en oeuvre des accords réalisés au cours de la première partie des négociations de San Andrés a été sans cesse réaffirmée mais jamais réalisée. L'EZLN, devant cette situation, après ses dernières paroles, s'est réfugiée dans un silence long, compréhensible et finalement pesant, que l'autre partie a interprété comme un refus du dialogue.

Actuellement, en dépit des affirmations contraires, il est évident que le gouvernement a abandonné le chemin du dialogue selon le modèle qui avait cours à San Andrés, pour invalider unilatéralement les accords et s'acheminer vers la position actuelle où il en appelle à un dialogue direct sans qu'une quelconque médiation soit nécessaire.

En plus de l'interruption du dialogue, on constate non seulement la détérioration de la situation au Chiapas et dans le pays, mais une agression gouvernementale constante et grandissante contre le diocèse de San Cristóbal de Las Casas, contre la médiation et le médiateur lui-même, agression mise en oeuvre par diverses instances officielles et récemment manifestée, en différentes occasions, par des signes et des paroles provenant du responsable même de l'exécutif.

Cette agression contre le diocèse, qui a commencé avant même le conflit, s'est transformée en une persécution systématique à son encontre et s'est concrétisée dans de nombreuses actions : expulsion de 7 prêtres sur la

base de fausses accusations, refus concret pour les agents de pastorale étrangers de pouvoir résider sur place, emprisonnement de 4 prêtres accusés faussement et en violation flagrante des droits de l'homme, fermeture de quelque 40 églises (l'une d'entre elle est occupée par l'armée mexicaine), mandats d'arrêt à l'encontre de nombreux prêtres, religieuses et missionnaires, pression exercée sur divers paysans pour qu'ils affirment que le diocèse livre des armes à leurs communautés, directives données à différents moyens de communication pour qu'ils faussent les nouvelles, création d'un climat de lynchage, profanation du Très Saint-Sacrement dans différentes églises par la police de la sécurité. Tout ceci montre que cette persécution religieuse n'est pas dirigée uniquement contre notre diocèse sous prétexte de conditionner la médiation en faveur du dialogue, mais elle vise l'Église catholique de tout le pays.

Avec les limites qui caractérise la nature humaine, la médiation a accompli sa tâche, s'efforçant d'éviter que le dialogue soit rompu aux moments critiques de son déroulement, et sans faire sentir sa propre fatigue.

Je constate clairement qu'une étape du processus de paix s'est terminée, au cours de laquelle nous avons accompli notre rôle de façon responsable pour l'édification de la paix. Je remercie tous ceux qui m'ont accompagné dans ce travail de médiation, particulièrement les membres de la CONAI qui ont apporté avec générosité et enthousiasme leur contribution à la paix.



Samuel Ruiz (au centre), au cours des négociations de San Andrés

Il faut construire une autre étape où puissent se recréer les conditions du processus de paix avec un dialogue et une négociation qui soient orientées

vers la solution pacifique des causes du conflit.

La construction de la paix est pour tout évêque une tâche incontournable qui se réalise de différentes manières et en mettant en oeuvre divers instruments tout au long de l'histoire en fonction des situations. Je continuerai, avec la force de Dieu et la lumière de son Esprit, l'effort pour la construction d'une paix véritable au Chiapas, sachant qu'on ne peut pas confondre cette dernière avec la répression sélective exercée contre les communautés, ni avec les affrontements que d'autres provoquent en elles, et qu'on ne peut pas davantage l'atteindre en provoquant des désorganisations qui rompent l'unité existant entre des différences légitimes. La revendication des droits personnels et collectifs fait partie de notre action pastorale.

Le pontife romain actuel Sa Sainteté Jean-Paul II (dont la présence est annoncée pour le 22 janvier prochain) l'a résumé ainsi en s'adressant le 7 avril dernier aux jeunes du monde : *"Les droits de la personne sont l'élément clef de tout l'ordre social. Ils reflètent les exigences objectives et inaliénables d'une loi morale universelle, qui a son fondement en Dieu, Vérité Première et Souverain Bien. C'est précisément pour cela qu'ils sont le fondement et la mesure de toute organisation humaine, et ce n'est que sur eux qu'on peut construire une société digne de l'homme, solidement enracinée dans la vérité, organisée selon les exigences de la justice et vivifiée par l'amour. Face aux diverses formes d'oppression existant dans le monde, l'Église n'hésite pas à dénoncer avec courage les violences."*

Au cours de cette nouvelle étape, en plus du travail en faveur de la réconciliation et d'une unité nouvelle dans laquelle il n'y aurait plus d'exclus, il est de la responsabilité de tous de construire un ordre nouveau, avec une conscience historique qui recouvre de façon impressionnante un éventail social toujours plus vaste.

Une réconciliation profonde, une unité qui en appelle à tous, une participation plus diversifiée et consciente, une recherche de la justice véritable, tels sont les chemins que doivent emprunter ceux qui veulent construire la paix véritable.

"Pour que tu construises et que tu plantes"

*Cathédrale de la paix,
San Cristóbal de Las Casas, 7 juin 1998*

**Le communiqué de la CONAI
POUR LA PAIX :
UNE PLUS GRANDE
PARTICIPATION
DE LA SOCIÉTÉ**

Devant la déclaration publique faite aujourd'hui par Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal et président de la CONAI, dans le texte *Vers une nouvelle étape du processus de paix*, nous, les autres membres de la



Après de massacre d'Acteal

CONAI, déclarons ce qui suit :

1. Nous reconnaissons la lutte de Mgr Samuel Ruiz en faveur de la paix et de la justice, ainsi que son effort constant pour travailler collectivement dans cette mission si délicate pour le Chiapas et le Mexique.

2. Nous constatons que le gouvernement continue à détruire les conditions nécessaires au dialogue et à la négociation, comme le montrent les faits suivants :

a) la militarisation croissante des communautés indigènes, surtout depuis le massacre d'Acteal ;

b) la multiplication des groupes paramilitaires qui continuent à agir en toute impunité contre les peuples indigènes ;

c) le non-respect des procédures et des contenus des différents accords de San Andrés, spécialement ceux qui concernent les droits et la culture indigènes ;

d) l'escalade dans l'utilisation de la force contre les municipalités autonomes de la part du gouvernement de l'État, aggravée par la récente proposition unilatérale de remunicipalisation ;

e) la situation douloureuse et laissée sans solution des déplacés et des sympathisants zapatistes injustement

incarcérés ;

f) les campagnes de discrédit et les agressions de plus en plus délibérées et illégales contre la CONAI et plus particulièrement contre son président.

3. Pour cela, nous comprenons et reconnaissons les raisons qui ont amené Mgr Samuel Ruiz à déclarer *"qu'une étape du processus de paix s'est terminée"*.

En conséquence, nous considérons que la CONAI a terminé son travail de médiation.

4. Face à la difficile situation actuelle :

a) Nous exigeons du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État que, dans les faits, ils confirment leur volonté de résoudre, grâce au dialogue et à la négociation avec l'EZLN, les problèmes qui sont à l'origine du conflit et qu'ils renoncent à leur actuelle stratégie de guerre.

b) Nous adressons à nouveau

notre appel à l'EZLN pour que, malgré les provocations gouvernementales, elle continue à lutter en faveur d'une solution politique des injustices structurelles du Chiapas et du pays.

c) Nous exhortons la société civile du Chiapas, du Mexique et du monde, et toutes les forces politiques du pays, à assumer un rôle plus actif qui freine la stratégie de guerre du gouvernement et favorise une paix juste et digne, ce qui ne sera pas possible sans le respect des droits collectifs des peuples indigènes et une avancée significative dans la réforme de l'État et dans la transition vers la démocratie.

Pour la CONAI

Concepcion Calvillo Vve de Nara,

Juan Bañuelos, Pablo González

Casanova, Óscar Oliva, Raymundo

Sánchez Barraza.

Secrétariat : Miguel Alvarez, Gonzalo

Ituarte, Pedro Nava, Salvador Reyes

LE COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT

Aujourd'hui, M. Samuel Ruiz García a prononcé une homélie à San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, dans laquelle il fait une série d'affirmations manquant de vérité et tendancieuses que le sous-secrétariat aux affaires religieuses du secrétariat du gouvernement rejette catégoriquement.

Il est absolument faux qu'il y ait une persécution contre le diocèse de San

Cristóbal. Ce qui est certain, c'est que lorsque nous avons constaté que l'action de M. Samuel Ruiz bloquait le processus de paix dans le conflit du Chiapas, nous l'avons signalé. Ce qui est certain, c'est que, lorsque nous avons observé des infractions à la loi, nous avons appliqué cette dernière. Jamais l'action du sous-secrétariat des affaires religieuses ne s'est éloignée de ce qu'exigent la Constitution et les lois.

L'affirmation de M. Ruiz García selon laquelle il y a une persécution religieuse nous préoccupe particulièrement et nous la repoussons comme fausse et mensongère. Au contraire, nous témoignons à l'Église catholique et à ceux qui professent cette foi, notre respect et notre considération.

Le sous-secrétariat aux affaires religieuses du secrétariat du gouvernement apprécie d'avoir des relations non seulement respectueuses mais cordiales avec l'immense majorité des membres de la hiérarchie catholique. Nous faisons part à tous les cardinaux, archevêques et prêtres de notre grande estime et considération.

Nous réaffirmons que les différends avec M. Samuel Ruiz García ne concernent pas son oeuvre pastorale, que seuls l'Église catholique et ses fidèles peuvent juger. Les différends concernent les aspects politiques. Cela vient de ce qu'il a utilisé des méthodes et appuyé des actions qui empiètent sur le terrain de la politique, contrevenant ainsi à ce qu'établit la Constitution sur ce sujet.

Il n'est pas acceptable que, sous prétexte de défendre des communautés indigènes - objectif que nous partageons et respectons - on favorise la participation d'étrangers sur des ques-



La Jornada

L'armée fait sentir sa présence au Chiapas

tions qui sont de la compétence exclusive des Mexicains ; que, au lieu de promouvoir la paix, on prenne des positions partiales qui ne font que la mettre en difficulté. Le sous-secrétariat aux affaires religieuses rappelle :

- que la paix digne et juste est l'objectif du gouvernement fédéral dans le conflit du Chiapas,
- que le gouvernement mexicain n'a commis aucune agression à l'égard des groupes indigènes,
- qu'il est faux que l'armée mexicaine occupe des églises,
- que jamais on n'a cherché et qu'on ne cherchera jamais la paix par la voie de la violence mais par la voie du dialogue et de la tolérance,
- que nous continuerons dans la voie du dialogue et de la négociation jusqu'à la résolution du conflit du Chiapas,
- que devant la démission de M. Samuel Ruiz de la présidence de la CONAI et l'auto-dissolution de cet organisme, le gouvernement fédéral continuera à chercher la voie directe du dialogue et de la négociation avec l'EZNL jusqu'à la solution du conflit du Chiapas.

SAMUEL RUIZ ACCUSÉ DE PROMOUVOIR LA VIOLENCE

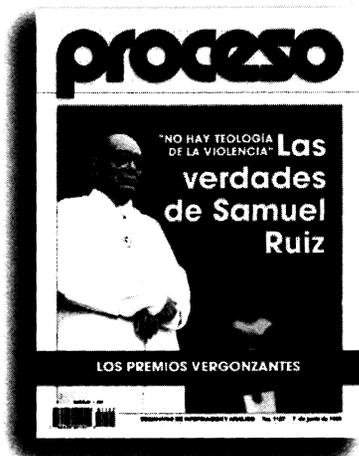
"Je ne connais aucun évêque au Chiapas qui justifie l'usage de la violence. Ils se sont eux-mêmes prononcés de nombreuses fois contre le recours aux armes", déclare Porfirio



La Jornada

Des zapatistes, après l'attaque de l'armée mexicaine à El Bosque

Miranda, considéré comme l'un des théoriciens les plus influents de la théologie de la libération au plan mondial.



Il ne connaît pas l'existence d'un quelconque théologien de la violence : "Peut-être y en a-t-il mais je ne les connais pas. Simplement, je ne sais pas."

C'est pour cette raison, dit Miranda, que le président Ernesto Zedillo "s'est mal exprimé" en indiquant qu'il existe au Chiapas des théologiens qui justifient la violence.

Zedillo a fait ces déclarations le 29 mai, au cours d'une tournée où il a visité Sabanillas, Chiapas. Il a déclaré : "À ceux qui croient en cette théologie qui justifie la violence, il faut dire qu'ils se trompent, qu'ils doivent changer de position s'ils ont vraiment une mission bénéfique à accomplir sur terre".

Se sentant concernés par cette allusion, les quatre évêques du Chiapas ont rejeté deux jours après l'accusation selon laquelle ils seraient des théologiens de la violence : "Tout au contraire, dirent-ils, nous nous sommes systématiquement opposés à une telle attitude et aucun de nous ne la prêche ni ne la promet."

Dans une messe célébrée à la basilique de Guadalupe le dimanche 31 mai, les prélats ont indiqué que c'est précisément la violence qui les blesse le plus, tant celle exercée par les puissants contre les faibles que celle qui se manifeste dans l'usage des armes.

Samuel Ruiz et Raúl Vera, respectivement évêque titulaire et évêque coadjuteur de San Cristóbal de Las Casas,

Felipe Arizmendi, évêque de Tapachula, Felipe Aguirre Franco de Tuxla Gutiérrez ont répondu à Zedillo dans un document lu au cours de la célébration religieuse : "Ceux qui se prennent pour des dieux, dont la parole est infaillible et qui ont la solution de toutes choses sont un obstacle à la paix. Ceux qui prennent des solutions absolues comme si elles étaient les seules viables sont un grave obstacle au dialogue et par conséquent à la construction des passerelles nécessaires à la communication. Ils pensent que tous les autres sont dans l'erreur, sauf eux. Ils n'éprouvent pas le besoin de Dieu ni de la prière. Ils ne se repentent de rien et ne demandent pas pardon. Tant qu'ils n'accepteront pas une conversion nécessaire, il n'y aura pas de paix."

Article de Rodrigo Vera, Proceso, 7 juin 1998

L'évêque du diocèse de Tapachula, Felipe Arizmendi Esquivel a déclaré que la démission de Samuel Ruiz de la CONAI était "très intelligente et responsable" parce que le gouvernement "ne lui faisait pas confiance" et que l'EZLN "avait opté pour le silence".

Membre pour la Commission épiscopale pour la paix au Chiapas, Arizmendi affirme que dans ces circonstances la médiation de l'évêque de San Cristóbal "n'était plus efficace", bien que sa démission n'implique pas qu'il cesse de travailler pour la paix.

Il parle du harcèlement mené contre le diocèse de San Cristóbal par les grands éleveurs de bétail, le gouvernement et l'EZLN. Il a rappelé que depuis 1990, avant que le pape Jean-Paul II ne visite le Yucatán, il y avait déjà "plusieurs actions de harcèlement contre lui. Les problèmes étaient déjà anciens."

Il explique que Samuel Ruiz "a défendu les indigènes et c'est pour cela que depuis bien longtemps les éleveurs de bétail ainsi que d'autres institutions

l'ont agressé. Toutefois, les attaques ont augmenté ces derniers temps."

Interrogé pour savoir si le président Ernesto Zedillo avait fait pression sur l'évêque Ruiz pour qu'il démissionne, en adressant à l'EZLN un appel au dialogue direct, Arizmendi a répondu : "Oui. Mais, je répète que la méfiance du gouvernement est plus ancienne. Par exemple, le gouvernement n'a jamais voulu recevoir Mgr Samuel Ruiz pour dialoguer directement avec lui."

- Mgr Samuel Ruiz a-t-il demandé à s'entretenir avec le président ?

- Sans donner des précisions sur les dates et les lieux, je peux dire que Mgr Samuel Ruiz a essayé de parler avec le gouvernement [fédéral] mais celui-ci l'a toujours renvoyé au gouvernement du Chiapas. Et ceci aussi engendre le manque de confiance...

Âgé de 58 ans, dont sept comme évêque de Tapachula, Felipe Arizmendi signale que dans différents discours le président a tenté d'impliquer le pasteur de San Cristóbal dans la guérilla zapatiste, et bien qu'il n'ait pas fait d'allusion personnelle, "tout le monde a compris qu'en parlant de gens d'Église c'est à lui qu'il se référait."



Quand Ernesto Zedillo a fustigé les "théologiens de la violence", Arizmendi s'est aussi senti concerné "bien que, dit-il, nous savions tous qu'il se référait implicitement à Mgr Samuel Ruiz". Dans ces circonstances, "je me suis senti dans l'obligation d'y répondre et d'affirmer que c'était faux".

Traduction DIAL.
En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.